

Permettez-moi une mise en contexte pour vous situer notre point de départ, nos réalisations économiques à ce jour et les progrès économiques à attendre.

En septembre 1984, notre gouvernement s'est donné pour tâche de changer l'orientation économique du Canada. Nous devions le faire. Les seize années précédentes de mauvaise gestion avaient précipité le Canada sur la pente de l'anéantissement économique avec des déficits insoutenables, une productivité chancelante et une compétitivité internationale en régression.

Nous avons pris des mesures pour redonner confiance aux investisseurs: par exemple, la réduction du déficit, la réforme du régime fiscal, le démantèlement des obstacles à l'investissement étranger, la réforme de la réglementation économique, la privatisation et l'amélioration des stratégies pour le marché du travail.

Les résultats sont connus. Dans les cinq dernières années, le Canada a dépassé la performance de presque tous les autres pays du monde industrialisé.

Depuis septembre 1984, l'économie canadienne s'est développée de 20 pour cent en termes réels. Le dollar canadien est ferme. Et l'inflation a été maintenue autour de 5 pour cent.

Plus de 1,5 million d'emplois ont été créés. Plus de la moitié de ces nouveaux emplois sont détenus par des femmes.

Le niveau de l'emploi s'est accru dans chaque province du Canada. Le taux national de chômage a chuté, passant de 11,6 à 7,4 pour cent; et la chute du taux de chômage chez les jeunes est encore plus spectaculaire puisqu'il passe de 18,2 à 11 pour cent.

Ici dans les provinces de l'Atlantique, quelque 108 000 nouveaux emplois ont été créés dans les cinq dernières années. Notre région a vu son produit intérieur brut réel s'accroître de 3 pour cent dans chacune des trois dernières années.

Notre taux de chômage régional, de 12,4 pour cent, est encore trop élevé mais il s'est nettement amélioré par rapport aux ruineux 16,8 pour cent de 1984.

Nous avons toutes les raisons de regarder l'avenir avec confiance.

L'une des raisons est l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, qui nous donne un accès plus sûr à notre marché le plus important tout en signalant à nos autres partenaires commerciaux que le Canada est prêt à livrer concurrence.